

Issy Les Moulineaux, le 27 mars 2020

Lettre ouverte au Président de la République Française

Monsieur le Président,

Depuis la fin janvier la France est engagée dans une lutte contre la pandémie liée au Covid-19. Cette maladie se diffuse rapidement au sein de la population. Elle est le plus souvent sans gravité (asymptomatique ou peu symptomatique). Dans les cas répertoriés, les formes graves représentent 15% et la mortalité est de 2,3%. Les cas non répertoriés sont estimés à 86% ce qui permet d'estimer les formes graves à 2,1% et la mortalité de l'ordre de 0,3%. Ces dernières sont pratiquement tous des personnes à risque (99% dans une étude italienne) et le plus souvent présentant plusieurs facteurs de risques.

Depuis le début de l'épidémie, les autorités sanitaires ont centré tous leurs efforts vers la gestion des cas les plus lourds. Ceci est compréhensible mais au détriment d'une stratégie globale indispensable pour endiguer l'épidémie. **La non prise en compte de "l'amont" : les soins de premiers recours et les patients peu symptomatiques, entraîne doute, prise de risque et fragilisation du dispositif de retenue de la "vague"**. Il suffit de voir à la télévision les images d'une équipe de Samu venant chercher un malade signalé par un médecin généraliste pour comprendre le décalage entre une équipe hospitalière parfaitement équipée et un médecin qui utilise le plus souvent un masque périmé comme seule protection ! Cette absence de stratégie pour les soins primaires, associée aux faibles moyens (peu de protection des soignants, voire aucune pour l'entourage des patients infectés, pas de test, pas d'oxygène pour les patients à domicile en fin de vie ...) entraîne déjà un afflux de patients vers les centres 15 et risque de submerger les hôpitaux déjà au bord de la rupture.

Les professionnels de santé de premier recours, notamment les médecins généralistes, les pharmaciens et les infirmières sont plus de 100 000, répartis sur tout le territoire. Ils sont appelés à s'occuper de l'ensemble des patients malades du Covid-19 au début de la maladie. Cela représente seulement quelques dizaines de patients par médecins et donc quelques centaines de milliers sur tout le territoire. **Nous connaissons nos patients, ceux qui sont à risques et ceux qui sont vulnérables. Nous sommes les plus à même de les protéger en les informant et en les soignant, en continuant aussi à prendre en charge tous les problèmes de santé des patients hors Covid-19.**

En tant que médecins traitants, **notre position est éthiquement intenable**. Nous ne voulons pas faire prendre de risque à nos patients fragiles et les voir s'aggraver ou mourir sans autre solution que de les adresser à l'hôpital le plus tard possible. Hôpital où ils ne seront peut-être même pas admis en service de réanimation. En tant que président de la Société Française de Médecine Générale, je ne peux laisser mes confrères dans le même désarroi vis-à-vis d'eux et de leurs patients.

La stratégie parcellaire ne peut plus durer. Nous devons pouvoir tester nos patients malades à risque (quelques dizaines par médecin généralistes) et leur donner le cas échéant le traitement qui semble le plus adapté aujourd'hui, pour éviter les complications et limiter si possible l'admission en réanimation.

En tant qu'acteur engagé depuis longtemps dans la santé publique, je ne peux laisser les autorités sanitaires s'engager sur un dispositif incomplet misant tout sur la prise en charge des cas graves, et par conséquent négligeant la prévention des évolutions graves. C'est pourquoi, au nom de la Société Française de Médecine Générale et de mes confrères, j'ose vous demander instamment, Monsieur le Président, de compléter la stratégie, sans tarder, **en permettant aux médecins généralistes de tester leurs patients malades à risque d'évolution grave et de recourir, en cas de positivité du test, à l'association médicamenteuse Hydroxychloroquine et Azithromycine**, dans le respect des contre-indications et des précautions d'emploi, **même si les études scientifiques ne nous garantissent pas actuellement son efficacité.**

La situation dans les hôpitaux est déjà très tendue. Sans modification de la stratégie d'amont, la rupture est inéluctable. Tous les patients qui en auront besoin ne pourront recevoir les soins espérés. Il est donc indispensable d'avoir une véritable stratégie opérationnelle de retenue de la vague, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Le maillage et l'efficacité des professionnels de ville (médecins, infirmières, pharmaciens...) est en place et communique bien. Le remarquable esprit de solidarité spontanée de la population est propice aujourd'hui à une démarche raisonnable et raisonnée.

Notre démarche s'inscrit dans votre souhait de "faire bloc". Elle n'est nullement un défi à quelque autorité que ce soit. Elle a pour but d'assumer au mieux la tâche qui nous a été donnée, de retenir la "vague". Restant à la disposition de vos services et dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire Monsieur le Président, en notre profond dévouement.

Philippe BOISNAULT
Président de la Société Française de Médecine Générale

Contact : p.boisnault@sfgm.org